

### **Convention collective régionale**

IDCC : 1384. – **VINS DE CHAMPAGNE**

**(9 juillet 1985)**

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986)

### **ACCORD DU 16 MAI 2008**

RELATIF AUX HORAIRES ET AUX HEURES SUPPLÉMENTAIRES

NOR : *ASET0850823M*

IDCC : 1384

#### **1. Horaire de travail**

Les horaires de travail sont fixés par l'employeur pour chacun des services de l'entreprise dans le cadre des dispositions et de la procédure légales.

Lorsqu'un surcroît saisonnier d'activité l'impose (en particulier au moment des vendanges et des expéditions de fin d'année), la durée maximale quotidienne du travail effectif de 10 heures pourra être dépassée jusqu'à un maximum de 12 heures par jour exclusivement pour les travaux de vendange, après information préalable de l'inspection du travail compétente et consultation du comité d'entreprise (à défaut les délégués du personnel).

Lorsque le contrat de travail repose sur une activité principale spécialisée, la modification provisoire soit du travail, soit du lieu de travail d'un salarié ne doit pas modifier la durée de son travail habituel (éventuellement modulée).

Lorsque le contrat de travail repose sur une activité mixte, le décompte des 35 heures se réalise soit sur la vigne, soit dans l'exploitation selon le lieu d'affectation.

#### **2. Heures supplémentaires**

En sus des heures normales de modulation ou de récupération, les entreprises peuvent réaliser des heures de travail supplémentaires à la durée légale dans les conditions suivantes :

Les heures supplémentaires effectuées en périodes modulées hautes ou basses suivent les dispositions légalement applicables. La réalisation d'heures supplémentaires ne doit pas avoir pour effet de porter la durée du travail

journalier au-delà de 10 heures et celle du travail hebdomadaire au-delà de 48 heures, exception faite des activités de vendange bénéficiant de dérogations spécifiques agricoles.

Le contingent annuel d'heures supplémentaires non soumis à autorisation préalable est fixé à 170 heures (hors travaux de vendange) par salarié, quelle que soit l'organisation du temps de travail dans l'entreprise.

Le paiement des heures supplémentaires et de leurs majorations peut être remplacé par l'attribution d'un repos correspondant à la durée des heures réalisées augmentée des majorations.

### 3. Repos compensateur

Il doit être attribué sur les bases légales, c'est-à-dire en prenant en compte les heures de travail effectif ou légalement assimilé comme tel, c'est-à-dire à l'exclusion des périodes d'inaction visées à l'article L. 212-4 du code du travail (habillage, déshabillage, pauses, etc.), même si celles-ci sont rétribuées dans l'entreprise.

Fait à Reims, le 16 mai 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

Union des maisons de Champagne.

#### **Syndicats de salariés :**

Syndicat général agroalimentaire (CGA) CFDT ;

Intersyndicat des salariés du Champagne CGT ;

CFTC.